



Les arguments POUR et CONTRE une réouverture des écoles le 11 mai

Chaque semaine, c'est le match, on confronte deux opinions en rebond de l'actualité et à vous de vous forger un point de vue. // À deux semaines de la date fatidique du début du déconfinement, une question taraude la société française : faut-il oui ou non rouvrir les établissements scolaires le 11 mai prochain ? La réouverture se fera partout sur le territoire, et les parents décideront d'envoyer ou non leurs enfants à l'école. (Istock)

Le Premier ministre l'a confirmé devant l'Assemblée nationale lors de son allocution le 28 avril dernier : les écoles maternelles et primaires rouvriront le 11 mai. Cette réouverture se fera partout sur le territoire, et les parents décideront d'envoyer ou non leurs enfants à l'école. D'après un récent sondage OpinionWay : 55% des parents d'élèves affirment ne pas vouloir remettre leurs enfants à l'école à la date indiquée par le gouvernement.

Dans son discours de plus d'une heure, Edouard Philippe a évoqué la question des masques. Ils seront prohibés pour les élèves de maternelle, et "pas conseillés" pour ceux d'écoles élémentaires. Autres mesures de sécurité annoncées : un plafond de 15 enfants par classe et une distribution de gel hydroalcoolique dans les établissements.

Les collèges ouvriront à compter du 18 mai, en commençant par les départements où la circulation du virus est faible, et dans un premier temps uniquement les classes de 6ème et de 5ème. Des masques seront fournis aux collégiens qui auront l'obligation de les porter. Les lycéens, quant à eux, ne reverront pas leurs classes avant début juin.

Même avec des mesures sanitaires, la réouverture des écoles le 11 mai cristallise la colère de certains qui dénoncent une décision précipitée et dangereuse. D'autres y voient une bouffée d'air indispensable pour des élèves en difficulté, restés trop longtemps à l'écart de l'école. Voici le détail de leurs arguments :

POUR - Carole Diamant, professeur de philosophie et déléguée générale de la Fondation Égalité des chances

"Le sujet est complexe ! Avec les cours à distance, on pourrait croire que les élèves n'ont pas besoin de revenir en classe. C'est vrai pour les enfants qui peuvent s'appuyer sur un capital social et culturel à la maison. Quand on prend en compte l'hétérogénéité sociale, notamment avec les élèves qui viennent de milieux populaires, ceux qui ont en moyenne le moins de capital familial, mais aussi ceux en décrochage scolaire ou encore ceux qui subissent la fracture numérique... il est irresponsable de ne pas les faire revenir à l'école le plus tôt possible.

Évidemment, les conditions sanitaires doivent être réunies, mais on ne peut pas laisser ces enfants loin de l'école pendant 4 mois. 5% des élèves auraient décroché depuis le 17 mars. Personne ne sait ce qu'ils font. Si on les lâche, il sera très compliqué de les faire revenir en septembre.

Ce retour dans l'enceinte de l'école est important car ce confinement est très long. D'autant plus si l'on ajoute les deux mois de vacances d'été. Une coupure trop longue pourrait avoir de lourdes conséquences sur l'apprentissage des élèves, qui réduirait leur champ des possibles pour la suite. À cause des troubles d'apprentissage, un élève qui avait les capacités pour une seconde générale basculera en lycée professionnel, du BEP au CAP.

Pourquoi les élèves de maternelle et de primaire sont-ils le public le plus à risque concernant le décrochage ? Tout est une question d'autonomie. Prenons l'exemple des élèves de CP. Imaginons un gamin qui apprend à lire. Il est interrompu dans son apprentissage. Les plus chanceux pourront continuer à progresser grâce à l'accompagnement familial. Mais un enfant qui a des parents illettrés se retrouve perdu en plein milieu du processus d'apprentissage. C'est injuste !

Au-delà des retards liés à l'apprentissage, le retour à l'école est indispensable pour les enfants qui subissent des violences au sein du cocon familial. Depuis, le début du confinement, on constate une augmentation de 89% du nombre d'appels au 119, la ligne téléphonique de lutte contre les

violences faites aux enfants. Il est de notre responsabilité de leur offrir un refuge en les accueillant à l'école, un lieu où ils sont protégés. Si on attend septembre, on ne sait pas dans quel état psychologique nous allons retrouver ces élèves.

Enfin, savez-vous que nombreux sont les enfants qui ne prennent qu'un repas par jour à savoir celui de la cantine ? L'école nous permet de déceler certaines précarités et d'apporter une solution. Face aux situations d'urgence, nous travaillons avec des assistantes sociales qui viennent apporter des solutions. Mais quand ils sont loin de l'école... qui veillent sur ces enfants ? Nous n'avons pas le droit de les abandonner !

CONTRE - Benoît Teste, secrétaire général de la FSU

“Il est évident que dans l'absolu, le corps enseignant espère un retour des élèves sur les bancs de l'école. On est conscient de la précarité sociale, et de l'importance de l'école dans les liens sociaux. Mais l'école ne peut pas remplir ces missions au détriment de la santé.

Le fait que la décision se fasse sur la base du volontariat des familles montre bien qu'il y a un danger. D'ailleurs, cette liberté vient annuler l'objectif premier de la réouverture qui est de lutter contre le décrochage scolaire des enfants fragiles. Dans les familles en difficulté, le lien avec l'école est moins évident. Je ne suis pas certain que ces enfants soient les premiers à revenir. Si on laisse le choix aux décrocheurs, je crois qu'ils ne vont pas venir. On ne peut pas abandonner les plus fragiles, mais la sécurité sanitaire reste une priorité. Et avec le délai du 11 mai, ce n'est pas tenable !

Cette date est hasardeuse. Une reprise en fin mai par exemple, nous laisse plus de temps pour organiser le retour dans de bonnes conditions. On pourrait envisager un retour du personnel pour qu'il s'organise et ensuite proposer une date aux élèves. Le tout en même temps n'est pas possible !

On nous dit que les enfants sont des porteurs sains, mais on parle de 12 millions d'élèves qui peuvent contaminer leurs parents. Personne n'a aucune précision sur comment circule le virus. Même si le discours des scientifiques a évolué et les études se contredisent, une chose est sûre : l'école est un lieu de brassage. D'autant que nous avons été les premiers à fermer en avançant la raison selon laquelle l'école était un lieu de propagation. Aujourd'hui, nous sommes les premiers à revenir. Cette décision manque de cohérence.

À deux semaines de la réouverture, nous n'avons aucune feuille de route qui nous permet d'assurer une sécurité sanitaire. Une réouverture dans les mauvaises conditions sans masque, sans test, c'est la mise en danger de près d'un million de personnes en comptant les enseignants, le personnel territorial ou encore les agents de service.

Quant à l'organisation du travail, nous n'avons aucun fil conducteur sur les attentes pédagogiques. On se dirige vers une reprise partielle en petits groupes. Mais, nous ne pourrions pas reprendre le programme scolaire et nous ne sommes pas certains de pouvoir assurer tous les cours. Beaucoup d'enseignants sont des personnes à risque vis-à-vis du coronavirus (les diabétiques, les personnes en rémission ou atteintes de cancer, les personnes en surpoids). Ils ne pourront pas revenir. Comment allons-nous répartir les élèves ? S'il y a des trous dans les emplois du temps, qu'allons-nous faire des élèves sachant qu'il faut éviter les rassemblements ?

Prenons l'exemple des cantines. Il faudrait amener les repas dans les classes. On imagine des repas froids portés dans des chariots. Mais ce n'est pas possible dans les établissements sans ascenseur. Qu'allons-nous faire ? Là encore, il faudra improviser. Ce délai n'est pas tenable parce que trop de détails techniques ont été oubliés. Toutes ces questions sans réponse et l'absence d'une feuille de route claire entraînent des prises de risque sanitaire et une grosse charge mentale pour les équipes pédagogiques. A quoi cela sert de précipiter l'ouverture des écoles si nous devons revenir au confinement dans les semaines suivantes, simplement à cause d'une mauvaise organisation ?

Fabiola Dor et Florent Vairet